



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**ALSACE**  
Collectivité européenne

**CONVENTION DE FINANCEMENT  
relative au projet d'aménagement d'un itinéraire cyclable  
Liaison BOUXWILLER ⇔ SAVERNE  
Secteur DOSSENHEIM-SUR-ZINSEL - STEINBOURG**

Dans le cadre du 3<sup>ème</sup> appel à projets  
« Fonds Mobilités Actives – Aménagements cyclables »

ENTRE

L'**État**, ministère chargé des Transports, représenté par la Préfète du Grand Est, Madame Josiane CHEVALIER, faisant élection de domicile 5 place de la République, 67073 STRASBOURG Cedex,

ci-après dénommé « **l'État** »,

ET

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dont le siège est situé Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, autorisé pour ce faire par la délibération n° XXXX en date du 18 octobre 2021,

ci-après dénommé « **le Porteur de projet** »,

L'**État** et le **Porteur de projet** étant dénommés ci-après collectivement les « parties » et individuellement « une partie ».

Vu la loi organique n°2001-692 modifiée du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois finances ;

Vu le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation, à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 2 août 2019 pris en application de l'article 6 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, déterminant les pièces et informations complémentaires aux demandes de subventions relevant du ministère de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Vu le Plan vélo et mobilités actives annoncé par le Premier Ministre le 14 septembre 2018 ;

Vu l'appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables » lancé par l'État le 10 juillet 2020, et son cahier des charges ;

Vu le dossier de candidature déposé par le Conseil Départemental du Bas-Rhin (aujourd'hui Collectivité européenne d'Alsace - CeA) en date du 29 octobre 2020, et ses compléments en date du 23 novembre 2020 ;

Vu la modification du tracé de l'itinéraire cyclable par la CeA suite à une incompatibilité du projet initial avec les documents d'urbanisme ;

Vu la décision du **XXX** de signer la convention de financement liée au projet d'aménagement cyclable entre Dossenheim-sur-Zinsel et Steinbourg.

Vu la lettre du ministre délégué auprès de la ministre de la Transition écologique, chargé des Transports, adressée au Président de la Collectivité européenne d'Alsace le 18 mars 2021 annonçant une aide de l'État de 100 348 euros maximum pour le projet ;

Vu la convention relative au financement, au titre de l'exercice 2021, du fonds mobilités actives signée le 4 mai 2021 entre l'État et l'AFITF.

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

## PRÉAMBULE

Pour accompagner et encourager les Français à choisir plus régulièrement le vélo comme mode de transport au quotidien, le Gouvernement a lancé le plan vélo et mobilités actives. Ce plan vise à améliorer et développer les aménagements cyclables de qualité, à lutter contre le vol, à créer un cadre incitatif notamment financier reconnaissant l'usage du vélo, au développement d'une culture vélo en généralisant notamment l'acquisition du savoir rouler à l'école élémentaire, ce dans tous les territoires. L'objectif est de tripler la part du vélo dans les déplacements des Français, pour atteindre 9 % d'ici 2024.

Pertinent pour les déplacements inférieurs à 5 ou 10 km, non-polluant, peu coûteux, accessible à tous et bon pour la santé, le vélo et le vélo à assistance électrique ont de nombreux avantages pour les utilisateurs et la collectivité :

- **La santé** : La pratique du vélo permet de prévenir les pathologies comme l'obésité, le diabète ou les maladies coronariennes.
- **La transition écologique et énergétique** : le vélo offre une alternative pertinente à la voiture pour de nombreux trajets et apporte une contribution à la réduction des émissions de CO2 et de polluants atmosphériques.
- **L'attractivité des villes** : l'usage du vélo permet de libérer des espaces publics précieux au cœur des villes, améliore la qualité de vie et dynamise le commerce de proximité.
- **Le moindre coût** : le vélo est le moyen de transport mécanisé le plus économique, son coût est très faible, comparé à la voiture.
- **La création d'emplois** : un tiers des vélos vendus sont assemblés en France.

Avec l'appel à projets « fonds mobilités actives – continuités cyclables », l'État soutient les projets de développement d'itinéraires cyclables continus et sécurisés menés par les territoires de toutes tailles afin de développer l'usage du vélo en milieu rural, en milieu urbain, en outre-mer, ...

Porté par la volonté de mettre en œuvre une politique encourageant l'usage du vélo sur son territoire, le Département du Bas-Rhin (aujourd'hui Collectivité européenne d'Alsace) a adopté son premier « Plan vélo » en 1992.

Ce programme, qui prévoyait aussi bien la réalisation d'un réseau départemental que des soutiens financiers à des initiatives locales, devait notamment permettre de développer le cyclotourisme et de présenter la bicyclette comme une véritable alternative à la voiture.

Ce dispositif, qui a depuis été renforcé, a permis d'aboutir à un patrimoine total sur le département du Bas-Rhin de 453 kilomètres d'aménagements cyclables et 468 kilomètres d'itinéraires jalonnés sur voirie existante adaptée à la circulation des cyclistes.

Le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclable entre DOSSENHEIM-SUR-ZINSEL et STEINBOURG s'inscrit dans le prolongement de cette politique cyclable, ambitieuse et volontaire.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties et les modalités de versement du financement de la réalisation du projet d'aménagement cyclable entre Dossenheim-sur-Zinsel et Steinbourg, ci-après dénommé le Projet, dans le cadre du 3<sup>ème</sup> appel à projets « Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables ».

## **ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROJET**

### 2.1. Caractéristiques générales

L'opération concerne l'aménagement d'un itinéraire cyclable sur la liaison BOUXWILLER – SAVERNE (secteur DOSENHEIM-SUR-ZINSEL et STEINBOURG).

### 2.2. Descriptif détaillé

L'itinéraire cyclable n° 22 relie SAVERNE à HAGUENAU, en passant par BOUXWILLER et PFAFFENHOFFEN.

Entre les deux pôles urbains majeurs, la distance totale de l'itinéraire représente 47,62 km.

Le projet est une discontinuité linéaire émanant d'un itinéraire cyclable existant, situé entre les communes de DOSENHEIM-SUR-ZINSEL et STEINBOURG (linéaire actuel = 3,8 km).

La longueur de l'itinéraire projeté représente 5 400 mètres.

L'opération consiste à revêtir en enrobés un chemin d'exploitation et un chemin rural situés entre Dossenheim-sur-Zinsel et Ernolsheim-les-Saverne pour continuer vers des chemins d'exploitations déjà revêtus qui mènent vers Steinbourg.

Section à réaliser entièrement (structure + revêtement en enrobés) : longueur = 1 540 m ; Largeur = 3,00 m ; Accotements stabilisés = 0,50 m.

Ensuite, les usagers emprunteront un chemin d'exploitation qui longe les voies SNCF (ligne LGV Paris – Strasbourg) sur une distance de 3 330 m pour rejoindre l'itinéraire existant vers Steinbourg.

### 2.3. Délais prévisionnels de réalisation

Le projet est au stade de l'AVP (avant-projet).

Le début des travaux est prévu en août 2022.

La date de mise en service est prévue en octobre 2022.

## **ARTICLE 3 – FINANCEMENT DU PROJET**

### 3.1. Montant de la subvention

Le coût global du Projet (y compris la dépense non subventionnable) est de 333 000 euros hors taxes. La dépense subventionnable, détaillée ci-dessous, est estimée à 333 000 euros hors taxe.

Une subvention non actualisable de l'État est accordée au Porteur de projet pour financer le Projet. Cette subvention est plafonnée à 100 348 (cent mille trois cent quarante-huit) euros courants, soit un taux de 30,13 % de la dépense subventionnable hors taxe.

### 3.2. Dépenses subventionnables

Sont subventionnables, au titre de la présente convention, les dépenses liées directement au Projet. Les frais d'études et de maîtrise d'ouvrage, externes et liés directement au projet sont éligibles (études d'avant-projet, étude d'impact, acquisitions foncières, ...) s'ils sont postérieurs à la date de dépôt du dossier de candidature.

Le coût prévisionnel du Projet se décompose comme suit :

<b>Poste de dépense</b>	<b>Montant (euros HT)</b>	<b>Dont dépense subventionnable (euros HT)</b>
I –Frais de maîtrise d'ouvrage en lien direct avec le projet	9 000,00	9 000,00
II –Frais de maîtrise d'œuvre	,00	,00
III – Frais de réalisation	324 000,00	324 000,00
<b>Total en euros courants (HT)</b>	<b>333 000,00</b>	<b>333 000,00</b>
<b>Montant total de la subvention</b>		<b>100 348,00</b>
<b>Taux de subvention de l'État (AFITF)</b>		<b>30,13 %</b>

### 3.3. Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel du Projet se répartit comme suit (euros HT):

<b>Cofinanceur</b>	<b>Clé de répartition %</b>	<b>Montant prévisionnel (en € HT)</b>
Porteur de projet	69,87 %	232 652,00
État (AFITF)	30,13 %	100 348,00
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>333 000,00</b>

Les montants versés au Porteur de projet par l'État ne sont pas soumis à la TVA.

## **ARTICLE 4 – APPELS DE FONDS**

### 4.1. Modalités de versement des fonds

La participation de l'État au titre de l'appel à projets « Fonds mobilités actives – continuités cyclables » sera apportée de la manière suivante :

- des **acomptes** sont versés **sur justificatif du service fait**, à hauteur maximale de 80 % de la subvention, au vu de la présentation
  - des états récapitulatifs des dépenses réalisées et acquittées visé par le responsable du Projet et par le comptable public,

- d'une note d'avancement des travaux.
- **le solde de la subvention** sera versé, **après service fait**, sur présentation
  - d'un état récapitulatif définitif des dépenses, faisant état des sommes payées par le Porteur de projet et qui devra être visé par le responsable du Projet et par le comptable public;
  - du rapport d'exécution du Projet visé à l'article 6 signé par le représentant du bénéficiaire, présentant le bilan de la réalisation de l'opération (calendrier de réalisation, bilan et photographies des travaux réalisés), et attestant de la conformité des travaux réalisés par rapport aux termes de l'article 2 de la présente convention;

Les demandes de versement d'acompte et solde seront transmises à la DREAL Grand Est à l'adresse électronique suivante : [mobilite.st.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mobilite.st.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

et,

conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, chaque appel de fonds pourra être transmis au CPCM par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus Portail Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en indiquant les numéros suivants :

- N° SIRET Etat : 11000201100044

- Code service exécutant : EALCPCM057

-n° d'EJ du dossier : .....

Les pièces justificatives seront adressées au format « pdf ».

Les demandes de versement seront accompagnées d'un courrier de demande signé du représentant du porteur de projet, et comportant les mentions suivantes :

- l'objet de la facturation ;
- la date ;
- le montant de la subvention ;
- le numéro de l'acompte ;
- le taux d'avancement des dépenses subventionnables ;
- les montants déjà appelés lors des acomptes précédents ;
- le montant de l'acompte (calculé sur la base des dépenses subventionnables et le taux de subvention),
- la certification de la dépense,
- un état récapitulatif des factures objets de l'acompte.

Les versements seront effectués au profit du Porteur de projet par transfert sur le compte suivant :

Paierie de la Collectivité européenne d'Alsace

N°IBAN : FR43 3000 1003 07C6 83000 0000 086

Dans la mesure où le coût définitif du Projet serait inférieur au montant subventionnable retenu dans la convention, la subvention allouée serait calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

Si aucun acompte (en complément de l'avance) n'est demandé dans un délai de 2 ans à compter de la date de la signature de la convention ou si les fonds sont utilisés à d'autres fins que celles faisant l'objet de la présente convention, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'Article 8. Le cas échéant, le Porteur de projet devra rembourser à l'État les sommes indûment utilisées. Des titres de perceptions seront émis par les services compétents de l'État pour récupérer les sommes indûment versées.

#### 4.2. Domiciliation de la facturation

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est précisée ci-après :

	Adresse de facturation	Service administratif responsable du suivi des factures	
		Nom du service	N° téléphone / adresse électronique
<b>État (AFITF)</b>	DREAL Grand Est Service Transports Pôle Mobilité 14 rue du Bataillon de Marche n°24 BP 10001 67050 STRASBOURG Cedex	Service Transports/ Mission Finances- Programmation	03 88 13 07 80 <a href="mailto:bop203-chorus.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr">bop203-chorus.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr</a>
<b>Porteur de projet</b>	Collectivité européenne d'Alsace Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex	Direction des Routes, des Infrastructures et des Mobilités / Service Finances	03 89 38 07 89 <a href="mailto:danielle.jenn@alsace.eu">danielle.jenn@alsace.eu</a>

#### Comptable assignataire et imputation budgétaire

Pour l'État, l'imputation budgétaire sera effectuée sur la sous-action

Programme	Action	Sous-action
203	44	05

Le comptable assignataire de la dépense est le Directeur départemental des finances publiques de la Moselle.

#### 4.3. Échéancier prévisionnel

L'échéancier prévisionnel et indicatif de versement de la subvention est le suivant :

Année	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL (€ HT)
<b>Montant (€ HT)</b>		100 348,00				100 348,00

### **ARTICLE 5 – DURÉE DE VALIDITÉ DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa complète signature. Elle expire au versement du solde des flux financiers dus au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 6 – SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

Le Porteur de projet s'engage à informer régulièrement les services de l'État, cités à l'article 4.2, de Collectivité européenne d'Alsace – convention relative au financement du projet d'aménagement cyclable Dossenheim/Zinsel -Steinbourg

l'avancement du Projet.

L'État pourra participer aux comités techniques du Porteur de projet pour le suivi de son exécution. En l'absence de comité technique, et en cas de demande des services de l'État, cités à l'article 4.2, un suivi du Projet sera organisé.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à fournir aux services de l'État cités à l'article 4.2 un rapport d'exécution du Projet, montrant les caractéristiques et la conformité avec le Projet programmé, et faisant mention des coûts et délais objectifs et réalisés, des aléas rencontrés, et, le cas échéant, des premières mesures de fréquentation.

## **ARTICLE 7 – PUBLICITÉ ET COMMUNICATION**

Le Porteur de projet doit mentionner la participation de l'État et en faire état sur l'ensemble des documents établis (plaquettes, invitations, supports audiovisuels, sites internet ou autres) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement. Les dossiers d'études, les documents et supports de communication mentionneront de manière explicite les logos des cofinanceurs. Le logo de l'État doit être affiché en annonce des travaux.

Le Porteur de projet s'engage par ailleurs à informer les services de l'État, cités à l'article 4.2, de l'organisation de toute manifestation publique de communication relative au Projet.

Les modalités relatives à l'organisation des manifestations, y compris les inaugurations, doivent faire l'objet d'une concertation préalable entre les partenaires financiers du Projet.

## **ARTICLE 8 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

Toute modification substantielle portant sur les principales caractéristiques du Projet défini dans l'article 2 de la convention doit faire l'objet d'une information préalable à l'État, notamment lorsqu'il y a une modification du tracé, ou lorsque la date de mise en service est reportée.

Dans le cas où les autorisations administratives ou des faits indépendants de la volonté des parties remettraient en cause le Projet (notamment les enquêtes publiques), les parties se rapprocheraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin de convenir de la suite à donner.

Dans l'hypothèse où la non obtention des autorisations requises empêcherait la poursuite du Projet objet de la convention, la première des parties informée de l'empêchement informera les autres parties de ce fait par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au vu de ces modifications ou en cas d'inexécution ou d'exécution partielle du programme, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'Article 10 en mettant en œuvre la procédure de reversement des sommes indûment perçues. Dans le cas contraire, les modifications font l'objet d'un avenant à la présente convention.

## **ARTICLE 9 – PIÈCES ANNEXES**

Les annexes techniques et financières font partie intégrante de la convention.

## **ARTICLE 10 – LITIGES**

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et ne pouvant être résolu de manière amiable par les parties sous un délai de 3 mois suivant sa constatation, les parties se réservent le droit de saisir le tribunal administratif de Strasbourg.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par toute autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Strasbourg, le  
(date à apposer par le dernier signataire)

*Pour l'État*

*La Préfète de la région Grand Est*

*Pour la Collectivité européenne d'Alsace*

*Le Président*

*Josiane CHEVALIER*

**Frédéric BIERRY**



**ANNEXE 2**  
**Annexe financière**

Récapitulatif des pièces à fournir :

	<b>Délai</b>	<b>Objet</b>
<b>Demandes d'acomptes (montant cumulé plafonné à 80 % de la subvention)</b>		<p align="center">Courrier de demande avec mentions détaillées article 4.1</p> <p align="center">+ état récapitulatif des dépenses subventionnables réalisées au titre de l'appel de fonds présenté par postes de dépenses</p> <p align="center">+ note d'avancement des travaux</p>
<b>Demande de solde</b>	<p>Dans les 12 mois suivant la date d'achèvement du Projet</p>	<p align="center">Courrier de demande avec mentions détaillées article 4.1</p> <p align="center">+ états récapitulatifs des dépenses subventionnables présenté par postes de dépenses correspondant à :</p> <p align="center">- l'appel de fonds - l'ensemble du Projet</p> <p align="center">+ rapport d'exécution spécifié à l'article 6 et précisé ci-dessous</p>

Rapport d'exécution

Le rapport d'exécution présentera les éléments montrant les caractéristiques et la conformité du Projet avec le programme conventionné. Il explicitera notamment les écarts entre le théorique et le réalisé pour les aspects suivants :

- le planning, les délais et les aléas éventuels afférents,
- les éléments financiers (coût effectivement réalisé, fonds perçus pour la réalisation du Projet, plan de financement final, les dépenses éligibles payées),
- les éléments techniques de description du Projet (longueur, signalisation, interactions, etc., et photographies du projet réalisé),
- si disponible les premières mesures de fréquentation.